

L'ORGANE DU PEUPLE

JOURNAL DES OUVRIERS.

Ce journal paraît deux fois par semaine : le MERCREDI et le DIMANCHE. — Le prix de l'abonnement (exigible d'avance) est, pour Rennes, de 1 fr. 50 c. pour 3 mois, 2 fr. 75 c. pour 6 mois et 5 fr. pour un an. Pour le département, de 2 fr., 3 fr. 75 c. et 7 fr. — Prix des insertions, 25 c. à la page d'annonces et 50 c. dans l'intérieur; remise d'un quart pour MM. les Abonnés. — S'adresser, à M. L. LEBOT, chargé de l'administration, depuis dix heures du matin jusqu'à une heure, et de deux à cinq heures, au bureau du journal, rue Leperdit, 5, à Rennes. — Le numéro détaché, 15 c. Ecrire franco pour les abonnements.

AVIS.

Nous invitons ceux de nos Souscripteurs qui n'auraient point soldé leurs abonnements à vouloir bien venir à notre bureau recevoir leurs quittances. Les personnes occupant des étages supérieurs sont instamment priées de vouloir bien nous faire connaître un lieu de dépôt pour remettre le journal, afin d'accélérer le travail des facteurs. Le nombre des abonnés ayant dépassé 500, nous invitons les personnes qui désirent le journal à dix heures à se faire inscrire, au bureau rue Leperdit, 5.

LES SOCIALISTES.

Les socialistes sont les hommes qui se sont spécialement occupés des questions qui intéressent les classes les plus nombreuses et les plus pauvres dans les sociétés européennes. Telles sont les questions de la production des richesses, des rapports entre le capitaliste et le travailleur de la répartition des produits du travail, de l'éducation morale et professionnelle, de la vie à bon marché, etc., enfin de tout ce qui tient aux relations d'homme à homme, en dehors de la forme politique du gouvernement.

Constituer les sociétés pour assurer à tous leurs membres le plus grand développement de leur moralité, de leur intelligence et du bien-être matériel, tel est le but commun des socialistes, auquel ils tendent par des moyens de réalisation différents.

Cette diversité de moyens les a classés en différents groupes ou écoles : Saint-Simoniens, Fourieristes, Communistes, Ecclésiastiques; ces derniers sont Louis Blanc, Pequeur, Wolowski, Lamennais, Georges Sand et autres.

Il en devait être ainsi à moins de supposer la possibilité d'une révélation qui donnerait tout à la fois l'idéal et la réalisation, miracle dont l'espérance est tout bonnement une folie.

C'est déjà beaucoup d'avoir cherché, dans le passé de la société, l'indication de sa marche dans les obscurités de l'avenir, de l'avoir trouvée et précisée, telle a été l'œuvre des *Socialistes*.

Les premiers ils ont signalé le mal, le désordre dans lequel se produit et s'agite l'activité sociale : *le travail*, l'abandon de cette force immense aux caprices du hasard, aux excès ruineux de la concurrence illimitée;

Les premiers ils ont attiré l'attention des gouvernants sur cette guerre intestine, en les mettant en demeure d'y intervenir comme conciliateurs;

Les premiers ils ont averti les classes riches du danger qu'elles couraient en niant systématiquement les souffrances des salariés et en remettant au lendemain l'examen de la question de l'association solidaire.

Royauté et bourgeoisie, comme aujourd'hui

encore quelques-uns de ses organes, souriaient de dédain devant LES RÊVERIES DE QUELQUES CERVEAUX MALADES. A leurs plaintes importunes, les souteneurs de la monarchie répondaient : *Chacun chez soi, chacun pour soi*. Aux pétitionnaires de l'enquête commerciale, l'illustre Sauzet, président de la dernière législature disait : *Nous ne sommes pas ici pour donner du travail à ceux qui n'en ont pas!* Et le flot montait, montait; puis le jour arriva où il rompit la digue impuissante de l'égoïsme. Royauté et bourgeoisie furent emportées.

Dès le lendemain, les socialistes se trouvaient naturellement à la première place dans le Gouvernement provisoire, parce qu'effectivement le premier besoin à satisfaire était d'assurer la *vie* ou le *travail*.

Eh bien! malgré l'expérience de dix-huit années de bavardages constitutionnels, les mêmes répugnances accueillent aujourd'hui, dans la classe moyenne, les efforts de tant d'hommes dévoués, les premiers essais qu'ils veulent tenter sur une petite échelle. Cette classe attendrait encore volontiers dix-huit autres années le *quelque chose à faire*, que ses plus fortes têtes voulaient bien reconnaître.

Profondément ignorante de sa position, habituée à se considérer comme le pivot de l'ordre social, épouvantée d'une organisation nouvelle, qu'elle considère, bien à tort, comme un amoindrissement de sa position, elle est manifestement inhabile à diriger l'élaboration des conditions du travail organisé. Ne serait-ce pas un grand embarras, sinon un grand danger, que cet élément prédominât dans l'assemblée constituante?

Tous les hommes éclairés doivent le comprendre et chercher les fondateurs de la constitution républicaine, en dehors des passions, parmi les intelligences dégagées des préjugés et des intérêts de caste.

A la société tout entière appartient de rechercher les moyens de transition; mais, sans contredit, il serait absurde d'écarter de ce travail ceux qui en ont été les ouvriers actifs et infatigables.

Nous répondons à la lettre qui nous a été adressée, et signée *un de vos abonnés*, que l'auteur s'est mépris sur nos intentions en créant le journal des ouvriers. Ainsi que nous l'avons dit dans notre prospectus, nous défendons les intérêts des Travailleurs et nous accueillerons avec le plus vif empressement, les articles écrits dans ce noble but; mais nous le répétons, nous sommes les adversaires des hommes qui, sous le masque d'un républicanisme sincère, voudraient se servir de notre feuille pour satisfaire souvent des haines personnelles. Qu'on le sache bien, revendiquer nos droits et entreprendre la défense d'une classe, jusqu'ici privée de prendre part aux affaires politiques est le seul sentiment qui

nous anime.

La tâche est grande et pénible, mais quels que soient les écueils qui environnent l'*Organe du Peuple*, quelles soient les calomnies propagées à dessein pour lui nuire, il ne déviara point de la ligne qu'il s'est tracée; il combattra les principes contraires à ses vœux et non les hommes qui les émettent: les personnes ne sont rien, les doctrines sont tout.

Encore bien que cette publication soit le reflet de nos pensées, puisqu'elle est l'œuvre des Travailleurs, nous repoussons l'idée d'exclure telle ou telle classe; nous désirons ardemment que notre feuille soit l'organe du Peuple et l'expression des gens de bien. Notre devise est la FRATERNITÉ, parce que nous adoptons les doctrines sublimes de Jésus-Christ. Nous les adoptons, sans arrière pensée, non pour un temps déterminé, mais pour toujours.

L'auteur de la lettre comprendra sans doute qu'il n'est pas généreux de cacher son nom pour injurier un citoyen, et en admettant vrais les faits relatés dans le contenu de cette missive, toujours est-il qu'elle aurait pour effet de briser les liens qui doivent nous unir.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN.

(Suite.)

Oh! non, peuple, le passé n'est pas idéal. Le souvenir est lié au regret; l'avenir ne comporte pas la pensée des nécessités fatales. S l'homme vertueux et enthousiaste tombe parfois dans les égarements qu'il n'avait pas prévus, et dont il aurait détesté la prescience l'homme honnête et religieux n'admet pas la possibilité du mal, et si l'avenir n'est pas pour nous comme le soleil, nous ne sommes pas dignes de la République. La République est un baptême, et pour le recevoir dignement il faut être en état de grâce. L'état de grâce, c'est un état de l'âme où, à force de haïr le mal, on n'y croit pas.

Fie-toi donc à ceux qui se fient à toi; c eux là seuls sont en état de grâce. Fais demain ce que tu fais aujourd'hui, c'est-à-dire n'obéis qu'à la vérité; mais cède toujours devant la vérité. Souris donc de pitié devant ceux qui te flattent, que ce soit pour l'égarer à leur profit ou pour te préserver de leur colère. Laisse-les passer, et ne reçois de leçons que celles de ta conscience où l'idéal a pénétré. Ne te venge de ces frayeurs qui t'insultent que par le calme du dédain. Tu n'auras plus jamais besoin de frapper, car personne n'osera jamais plus te porter le premier coup. Que tes vivantes murailles s'interposent tranquillement pour forcer l'humanité au respect d'elle-même. Cette muraille est invincible: c'est la pensée d'un grand peuple! Elle sera aussi impénétrable au souffle de l'imposture qu'elle l'a été à la mitraille du canon.

Je ne parle point ici en particulier, à quel-

ques-uns qui ont encore l'instinct de la violence, et qui brisent par ignorance, en quelques endroits, ces machines destinées à devenir le salut de l'ouvrier. Il n'est point de famille où il n'y ait quelque enfant terrible, et quand on parle à la famille, c'est par le silence gardé en public sur les fautes individuelles qu'on fait sentir les fautes à l'individu. Mon rôle n'est point ici de faire une police de détail. C'est toi que cela regarde, peuple justicier, qui te moralises et te réprimes de ta propre voix et de tes propres mains. Quelques incidents fâcheux ne dérangent rien à l'harmonie des choses humaines, imparfaites de leur nature encore une fois, parce qu'elles sont perfectibles. Ce qui te domine, peuple, chère et grande famille, c'est la pensée de l'ordre. Tu trouves la société dans un désordre affreux, et tu es sainement inspiré par une pensée de haute sagesse : c'est qu'on ne corrige pas le désordre par le désordre. Quelles que soient les nuances infinies de ta croyance sociale, ton premier soin est de maintenir la société dans l'état où tu la trouves. Tu sais que c'est le seul moyen de la changer et de la modifier. Tu sais qu'en la passant sous le rouleau tu ne fertiliseras pas une terre qu'il faut commencer par remplir de semence. Ceux qui ont la crainte de te voir agir d'une manière aussi sauvage font vraiment preuve d'idiotisme pour eux-mêmes.

Mais avant l'éclosion et la fructification de cette semence que tu vas répandre de tes propres mains, en faisant une constitution nouvelle, il faut encore attendre, encore souffrir sans doute. De quelque façon qu'on s'y prenne le bonheur absolu n'est pas de ce monde, et tout progrès implique un déchirement, une souffrance, un travail. Il est évident que nous entrons dans une ère de grands labeurs, de grandes émotions, et par conséquent de grandes douleurs pour les âmes généreuses. Mais qu'elle est belle et précieuse, ô peuple! cette souffrance qui va donner la vie aux générations futures! C'est le travail de l'enfantement qui brise le sein maternel et qui réjouit la Providence. Oui, nous entrons dans une grande époque, et qui nous était bien due après une si longue et si honteuse inaction! Ne faiblis pas dans l'accomplissement de tes hautes destinées, peuple français, initiateur éternel des nations civilisées! Et ne te plains pas de ton rôle : c'est le plus rude et le plus beau que Dieu ait encore confié à la race humaine.

Je crois que c'est là ce qu'il faut te dire, à toi, martyr des siècles, fils du Christ! Ils blasphèment également, ceux qui disent que l'homme est né uniquement pour souffrir, et ceux qui disent que l'homme ne doit pas souffrir pour une cause sainte, pour la cause de tous. Le mensonge, c'est de dire, comme M. Guizot, qu'il faut éternellement des pauvres et que le travail est un frein.

Un frein! Quelle infamie de rabaisser au rôle d'instrument de torture la tâche chère et sacrée que Dieu a donnée à l'homme! Non, le but de la vie n'est pas la souffrance! Dieu est trop juste et trop bon pour avoir fait du désespoir le terme de cette vie qu'il a placée sous l'égide de l'espérance. Le but, c'est d'être heureux par la foi et d'avoir créé le beau et le bien. Le chemin qui mène à ce but, c'est une alternative de souffrances plus ou moins vives et de satisfactions plus ou moins complètes. La douleur entre donc dans notre destinée, et ceux qui veulent s'y soustraire sont des égoïstes. La douleur est sainte, la douleur est bénie du ciel! non pas la douleur qu'une pensée impie inflige et prescrit à plusieurs au profit de quelques-uns, mais la douleur que chacun accepte au profit de tous. C'est là le sacrement de vie; recevons-le religieusement,

et nous nous sentirons ensuite au niveau des plus grandes choses.

Ils te calomnient, ceux qui disent que tu combats pour des questions matérielles, et que tu ne vois dans le taux du salaire et dans la durée des heures de travail qu'une condition de bien-être physique! Sans doute tu as droit à ce bien-être, à ce repos; mais ceux qui te connaissent savent bien qu'il y a là pour toi une question supérieure à celle du pain qui nourrit ton corps: Tu veux le pain de l'âme; tu veux la lumière, l'instruction, le temps de lire, de méditer, d'échanger ta pensée avec celle de ton semblable. C'est une conquête intellectuelle que tu réclames; et ce qui a fait la grandeur de tes pères, ce qui nous oblige de les admirer, alors même que nous déplorons les tragédies de leur existence, c'est qu'au temps des plus épouvantables souffrances matérielles, de la famine, de la guerre et de l'épouvante, ils oubliaient tout pour la vie publique, pour le salut de la patrie, pour la gloire qu'ils nous ont léguée.

Nous n'aurons plus les mêmes tragédies, mais nous aurons encore de mauvais jours à traverser. Nous y sommes dès aujourd'hui dans ces jours de souffrance morale et physique. Eh bien! voudrions-nous ne pas avoir conquis ces larges blessures, ne pas subir cette gêne momentanée, ces privations, cette fatigue de tous les instants? Non, mille fois non! la République mérite bien tous ces sacrifices. *Nous avons encore de la misère à son service*, disait naguère un de tes enfants sur la place publique. Mot sublime, et qui suffirait à la grandeur d'une nation!

Plains-les ceux qui ne comprennent pas une pareille pensée! Plains-les ceux qui tremblent devant toi! Ils sont assez punis par le malheur de ne pas sentir en eux la confiance et l'enthousiasme qui élèvent à ton niveau toute âme droite, tout courage de Français! Plains-les, ce sont les *émigrés* du présent! Ils ne fuient pas devant la frontière; mais leur conscience déserte la cause publique et leur âme renie la patrie!

Attends que l'air de la liberté les ranime; donnons-leur le temps de comprendre et de guérir. Et si leur âme est morte, *laissons les morts enterrer leurs morts*, comme dit l'Evangile.

Nous, notre affaire, c'est de vivre pour faire fructifier la vie. S'il faut souffrir encore, souffrir long-temps et beaucoup, souffrons! Cette fois notre souffrance ne sera pas perdue: l'avenir nous en tiendra compte; et si nous mourons à la peine, nous mourrons contents!

A toi, peuple, demain comme aujourd'hui!
GEORGES SAND.

Je vous le dis, en vérité, les temps sont venus où le monde dans un immense travail de transformation va déchirer les vieux langes dans lesquels les royautes l'avaient renfermé. Un cri prophétique: *Liberté, égalité, fraternité*, parti de tous les points de l'horizon a fait tressaillir les peuples de l'Europe. A ce cri ils ont répondu en chassant leurs oppresseurs. Cette phase qui commence à peine se continue et s'achèvera. A ces grands principes du christianisme, oubliés par ceux qui avaient mission de les promulguer et de les pratiquer, ils imprimèrent un souffle de vie et s'apprentent à en faire de larges applications. Notre vieille société s'affaisse et une nouvelle doit la remplacer. C'est ce grand fait social qui épouvante aujourd'hui les classes privilégiées. Leurs instincts à cet égard ne les trompent pas et elles repoussent cette idée avec terreur. Cantonnées dans leur personnalité, elles ne voient pas que si elles veulent conserver leurs positions, elles

doivent transiger pacifiquement en rattachant leurs intérêts à ceux de la masse des travailleurs.

Sans cette fusion que leur commandent la prudence et le principe de leur conservation, elles seront entamées et plus tard renversées comme obstacles.

Lorsque le monde payen, pourri de corruption et d'égoïsme, s'écroulait sous les efforts du christianisme, les vieux Romains aussi criaient à la spoliation et tenaient le même langage que les classes privilégiées actuelles, contre les invasions de ces barbares d'une nouvelle espèce, qui inscrivait sur leurs bannières, comme le peuple des travailleurs d'aujourd'hui, *fraternité, liberté, égalité*, et cependant ils succombèrent après une résistance désespérée.

Ce grand enseignement de l'histoire restera-t-il perdu pour notre époque? Je le crains en voyant la bourgeoisie cramponnée à ses privilèges et à son bien-être pécuniaire, n'en vouloir rien distraire en faveur du peuple et se camper presque hostilement en face de lui.

Quelle le sache bien cependant, en lui résident les forces vives du pays, en lui se retrouvent les bons sentiments, l'abnégation, le dévouement, l'activité, et on le calomnie lorsqu'on parle de ses exigences tyranniques, de ses tendances à s'emparer de la propriété.

Que demande-t-il en effet? Un peu plus de bien-être qu'il ne lui en a été accordé jusqu'ici, plus de facilité à se procurer les moyens d'exister, une meilleure condition dans les rétributions de son travail, au moins pour un assez grand nombre d'industries, et quelque satisfaction à ses besoins intellectuels et moraux, desquels on s'est si peu préoccupé jusqu'ici, ou avec tant de parcimonie. A ces conditions, la glorieuse révolution sociale qui transforme toute l'Europe pourra se faire d'une manière graduelle et pacifique; autrement elle renversera les obstacles que tenteraient de lui opposer les classes privilégiées, et emportera avec elles les derniers vestiges d'un ordre de choses qui avait été fondé en vue de l'exploitation des masses.

Il y a donc un instinct sûr qui doit engager la bourgeoisie à se désister un peu de ses tendances et de ses exigences.

Les plus grosses questions de notre époque ne sont-elles pas celles qui ont trait à une meilleure assiette du crédit, à la puissance de l'association, à l'unité des efforts de l'industrie, à la réglementation du travail, à la participation la plus large aux avantages sociaux, à la réalisation de la plus grande somme de bien-être à procurer aux classes souffrantes? Ces questions n'ont-elles pas depuis 35 ans préoccupé les plus fortes intelligences, provoqué les travaux les plus sérieux? N'ont-elles pas pressé les sociétés de toutes parts. N'agitent-elles pas en ce moment encore le monde moderne avec la puissance la moins contestable?

Et c'est devant une nécessité aussi urgente qu'on croit pouvoir reculer? Les épithètes de républicains, de bonapartistes employées par les bien pensants du dernier gouvernement, comme titres de défaveur ou de persécution, ont-elles empêché la République de s'établir? croit-on qu'aujourd'hui celle de *communiste* s'opposera à la réalisation des nouveaux besoins qui demandent satisfaction? C'est chose facile que de supposer à ses adversaires une absurdité, pour se donner le facile plaisir de la combattre et de verser sur eux la haine. Il y a moins de danger à aborder franchement certaines questions, qu'à chercher à les étouffer sans discussion. Les eaux d'un torrent un instant refoulées par une digue impuissante ne tardent pas à la renverser, à se frayer de toutes parts de nouvelles issues et à entraîner tout ce qui se trouve sur

leur pas-
voie.

« Ega-
» la soci-
» des m-
» dans l-
» douleu-
» peut, l-
» penc-
» Quo-
» de m-
» qu'il o-
» sera l-
» d'avo-
» grand-
» même-
» les in-
» capita-
» et le r-

Les co-
les yeux
choix, c-
vrir sur
leur. Pa-
croire, a-
chanter
de la fra-
S'élèv-
clusion,
version
pudents

La gu-
ristocra-
tre nous

Eh bi-
la conc-
rons, et
d'avoir

Nous
englouti-
politiqu-
dre, vou-
naçant.

Vous
tions; v-
core un-
chons e-
si puiss-

Adm-
départ-
élément
grâce à
tie des
cez vos
t-il? U-

Croy-
mot dir-
sans co-
s'indig-
ple pou-
encore
ment a-
lière c-
quérant

Faud-
faire c-
avez ét-
jamais
faut pl-

Nous
vous v-
ces cor-

N'es-
sa fortu-
diriger
éclairer
grade
La rév-
déjà vo-

Sach-
revivre
s'harm-
tent da-
ser à p-
peut s-
Péné-
le seul
Rêver
Com-

leur passage. Mieux vaut leur ouvrir une libre voie.

« Egal pour tous, le droit de vivre impose à la société le devoir de veiller à ce que chacun des membres de la famille humaine trouve dans la loi des garanties sérieuses contre les douleurs du besoin et, autant que faire se peut, les moyens de donner satisfaction à des penchants plus élevés et tout aussi naturels. Que la société soit organisée, je ne dis pas de manière que tous soient heureux, mais qu'il dépende de chacun d'être heureux. Ce sera la gloire de notre dernière révolution, d'avoir posé résolument ce problème, le plus grand de tous, puisqu'il touche aux entrailles mêmes du corps social, et d'avoir convié tous les intérêts, tous les droits, aussi bien les capitalistes que les travailleurs, à le discuter et le résoudre. »

Les comités de toutes nuances ont lancé sous les yeux du public les noms des candidats de leur choix, et c'est en vain qu'on chercherait à découvrir sur plusieurs de ces bulletins un nom travailleur. Pas un seul !..... En vérité, c'est à n'y pas croire, après avoir entendu les auteurs de ces listes chanter sur tous les tons les principes de l'égalité et de la fraternité.

S'élèveront-ils aujourd'hui, après cet acte d'exclusion, contre notre doute sur leur sincère conversion républicaine ? Ils ne seront pas assez impudents.

La guerre est donc franchement déclarée, les aristocraties bourgeoise et nobiliaire se liguent contre nous et viennent par là jeter le gant au roturier.

Eh bien soit ! nous l'acceptons. Nous avons voulu la conciliation et vous voulez la guerre ; nous l'aurons, et fasse le ciel qu'un jour vous ne regrettiez d'avoir placé une barrière contre notre classe.

Nous avons, pour arrêter le flot qui devait vous engloutir, opposé la sagesse aux excès des passions politiques, mais votre morgue se refuse à comprendre, vous aveugle et vous expose à un danger menaçant.

Vous voulez une rupture et non des transactions ; vous allez être satisfaits, mais songez-y, encore une fois, l'anarchie vers laquelle nous marchons en ce moment ne peut être pour vous un si puissant appui.

Admettons un instant l'hypothèse que tous les départements envoient à l'Assemblée nationale des éléments contraires aux principes républicains, grâce à vos hideuses manœuvres, et grâce à l'inertie des classes peu éclairées sur lesquelles vous tracez vos plans liberticides, eh bien ! qu'en résultera-t-il ? Une réaction, évidemment.

Croyez-vous, en vérité, que Paris verra, sans mot dire, relever le piédestal brisé en février ? Non, sans contredit. Croyez-vous en définitive qu'il ne s'indignera pas ? Vous oubliez sans doute que le peuple pour lequel vous rivez de nouvelles chaînes est encore votre maître, et si la peur qui vous a un moment anéantis a fait place à l'arrogance si familière chez vous, il ne faut pas vous poser en conquérants et sonner les fanfares de la victoire.

Faudra-t-il donc une nouvelle leçon pour vous faire comprendre que ces prérogatives dont vous avez été possesseurs sont perdues pour vous à tout jamais et que cet absolutisme, votre rêve, il n'y faut plus songer.

Nous avons pitié, vraiment, des embarras que vous vous créez, et cela nous décide à vous donner ces conseils.

N'est-il pas déplorable de voir la classe qui, par sa fortune, par ses moyens intellectuels, pourrait diriger les masses dans la voie du progrès et les éclairer, marcher au contraire dans un sens rétrograde ? Mais le passé ne vous a donc rien appris ? La révolution est-elle donc si éloignée de nous, que déjà vous en oubliez les excès ?

Sachez donc bien que vos principes ne sauraient revivre dans notre génération ; qu'ils ne sauraient s'harmoniser avec les idées de progrès qui fermentent dans les têtes ; rester stationnaires est s'exposer à périr sous le choc du char dont la marche ne peut se ralentir.

Pénétrez-vous bien que la classe laborieuse est le seul appui sur lequel vous devez vous reposer. Rêver son asservissement est une folie.

Comptez-vous sur le rapprochement des parti-

sans de la dynastie de juillet ? Mais vous vous trompez, ce n'est pas la force de la nation, et fussiez-vous unis comme un seul homme, vous n'étoufferez point la voix de Dieu qui se fait entendre.

Et vous, ministres du Christ, qui ne devez prêcher que la fraternité et la conciliation, descendrez-vous de votre ministère sacré dans l'arène où s'agitent les passions ?

Organes du Très-Haut sur la terre, deviendrez-vous les instigateurs d'une guerre civile et votre parole de paix au milieu des hommes deviendrait-elle l'interprète des ennemis de l'union. Vous transformerez-vous tout-à-coup en courtiers actifs des hommes qui veulent ressaisir le pouvoir pour nous enlever la liberté qui nous est donnée par le Tout-Puissant ?

Réfléchissez que votre royaume n'est pas de ce monde, mais bien au ciel, et qu'un jour ce Dieu au nom duquel vous parlez vous rendrait responsables du sang versé, sinon par vous, du moins par votre obéissance passive aux ennemis de l'égalité.

Abandonnez à leur impuissance ces faux frères qui vous trompent, et ne portez pas avec eux le brandon de la discorde. Laissez le corps mutilé de l'égoïsme se débattre dans son agonie, il est désormais frappé de mort.

La république a respecté la religion, parce qu'elle admire ce qui est sublime, et désapprouve par cet hommage aux doctrines du Christ les horreurs de 93, les jette dans l'oubli. Voulez-vous, par une contre-révolution faire revivre ces jours odieux ?

Nous vous conjurons au nom du Dieu de paix, sous l'inspiration duquel nous écrivons ces lignes, nous vous conjurons d'abandonner ces projets si funestes pour tous. N'évoquez pas une réaction dont nous ne pourrions apprécier les affreuses conséquences. Si, comme nous, vous désirez le bonheur de notre patrie, demandez l'union, elle seule peut calmer la tempête et rendre à notre France sa prospérité.

Pour ce qui concerne l'aristocratie nobiliaire, il n'y faut pas compter. Elle nous donne l'assurance de son plus profond mépris, et jette de côté tout ce qui est artisan. Nos conseils seraient bien impuissants près d'elle, à coup sûr, puisque l'histoire, exemple permanent sous ses yeux, n'est pas suffisante pour la faire renoncer à ses principes tombés avec sa monarchie éroulée.

Elle voit avec dépit tomber de vétusté ses lambeaux de parchemin, sa nature hautaine et orgueilleuse l'emporte, aussi renonce-t-elle au rôle républicain qu'elle avait adopté.

Nous gémissons d'avance sur le sort qu'elle se prépare, et Dieu veuille qu'elle ne soit point encore obligée de porter ses regrets sur des rives étrangères !....

Pour la bourgeoisie, sa liste nous prouve qu'elle ne nous pardonnera pas les jours de février ; elle regrette bien un peu ses blazons tout neufs et ses particules de confection moderne, mais ce n'est pas la plaie la plus profonde.

Elle se voit, non plus sans un vif chagrin, obligée de descendre au niveau de son marche-pied. Mais le coup le plus fatal pour elle est l'organisation du travail. Elle perd sa puissance sur ses esclaves, sur les machines qui ont servi à la faire ce qu'elle est, et l'on conçoit facilement la guerre d'écus, sous laquelle tous les petits commerçants vont fléchir.

C'est vraiment désolant, et nous la plaignons, c'est tout ce que nous pouvons faire pour elle. Seulement, nous ne voyons pas ce qu'elle peut gagner à une contre-révolution, et nous croyons qu'il serait plus sage de bouder seulement et ne pas pousser aux excès. Qu'elle le sache bien, les dix-huit années qui viennent de s'écouler nous ont appris à ne pas céder trop promptement à de généreux transports, aussi trouvera-t-elle bien moins d'enthousiasme à accepter pour vraies toutes ces phrases ampoulées sur la fraternité.

Nous l'engageons à bien se pénétrer de ce mot dont la signification lui est, nous le savons, inconnue.

Qu'elle ouvre son doit et avoir ; qu'elle aligne symétriquement ses longues colonnes de chiffres, et, enfin, qu'elle soit satisfaite d'adorer ses piles d'or ; mais, de grâce, qu'elle fasse en sorte d'être conséquente avec elle-même.

Chanter la République, après avoir pâli devant notre révolution, s'être humilié à descendre jusqu'à nous, et puis, par un mouvement rétrospectif, nous rayer de ses rangs, ce n'est pas adroit : fallait-il, au moins plus de décence, et ne fût-ce que pour satisfaire au rôle qu'elle avait accepté, il était plus po-

litique de conserver momentanément un nom roturier, quitte à le faire disparaître en temps opportun.

Suivre le haut de l'échelle sociale a toujours été sa manie, et toutes les leçons qu'elle a reçues ne l'ont point corrigée : la noblesse nous oublie, elle suit la noblesse dans cette voie ; mais ce n'est pas comprendre ses propres intérêts.

Vos intérêts, bonne bourgeoisie, sont diamétralement opposés à ceux des légitimistes, et si vous vous ralliez, sachez-le bien, ce n'est que pour un temps. Restez donc calmes et ne faites pas sitôt la guerre aux vôtres : vous avez besoin de nous pour faire mouvoir vos moulins à argent ; ainsi ne nous répudiez pas.

Citoyen Rédacteur,

Les habitants de Montfort viennent de planter leur arbre de la liberté ; et nous verrons cet arbre croître sur les ruines mêmes de l'un des mille repaires de la tyrannie. Cette cérémonie, du reste, n'a rien offert d'extraordinaire, car il n'y a rien aujourd'hui de bien remarquable dans ces cris de vive la liberté ! et dans ces acclamations qui ont accueilli la République sur tous les points de la France : aussi nous bornerons-nous à faire quelques réflexions sur les discours prononcés dans cette cérémonie et sur l'attitude et les dispositions des habitants de certaines communes rurales.

M. le curé de Montfort a pris le premier la parole, et a d'abord démontré que la liberté est fille du Ciel ; ensuite il a insisté sur les avantages de l'ordre, de l'union, et sur la nécessité de veiller à ce qu'aucun citoyen ne puisse sortir de sa position. Un officier de la garde nationale a ensuite lu un petit discours qu'on pourrait intituler considérations historiques sur la Révolution de 89, sur le Consulat, l'Empire, la Restauration et Louis-Philippe, et la conclusion a été que la forme républicaine est aujourd'hui le seul gouvernement capable de maintenir l'ordre et la sécurité de tous.

Nous devons le dire, nous n'avons pas été peu surpris du silence que l'un et l'autre orateur a gardé sur la vive indignation excitée parmi le peuple par la publication toute récente d'une liste de quatorze candidats aristocrates, et dont on a même exclu M. l'abbé Meslé.

Nous pensons qu'après avoir recommandé aux citoyens l'union et la fraternité, il eût été utile, même dans l'intérêt de la paix publique, de donner un avis sévère à ceux qui ont osé mentir, dans leurs actes, à tous les principes de l'égalité et de la fraternité ; car, pour maintenir la paix parmi les hommes, il est beaucoup moins logique et surtout moins charitable de recommander la patience à l'opprimé que de réprimer vigoureusement les insultes et les violences de l'oppresser. S'il pouvait y avoir encore un moyen d'assurer l'union de tous les citoyens, ne consisterait-il pas à signaler l'ambition du parti aristocratique, à déjouer les révoltantes prétentions des vaincus de 1830 et de 1848, aujourd'hui coalisés, et à prévenir ainsi la colère d'un peuple toujours généreux, toujours indignement trompé.

Nous aurions donc voulu entendre les deux orateurs, l'un au nom de la religion, l'autre au nom des droits de l'homme, tous les deux au nom de la justice et de Dieu, s'élever de toute l'énergie des plus profondes convictions contre les coupables tentatives de l'orgueilleuse aristocratie du temps passé et de l'ignoble aristocratie de l'argent, contre ceux qui préparent dans l'ombre une nouvelle restauration, ou, comme pis-aller, une république aristocratique, la plus détestable de toutes les tyrannies ; contre ceux qui, après avoir dévoré sous deux monarchies parjures les deniers que fournit aujourd'hui un peuple aux abois, accusent aujourd'hui la démocratie de l'état déplorable où se trouvent nos finances ; contre ceux qui, par les

désordres sociaux les plus affreux, ont seuls rendu possibles les tentatives immorales du communisme; contre ceux qui, maîtres absolus pendant des siècles, n'ont jamais songé à nous donner des lois, et qui aujourd'hui attestent le Ciel et la terre qu'ils sont seuls capables d'être nos législateurs; contre ceux qui se sont longtemps fait gloire de ne pas savoir signer; qui abandonnent volontiers au peuple les travaux de l'esprit comme ceux du corps, pour se réserver les plaisirs, la tyrannie et le luxe, et qui cependant accusent d'ignorance le peuple le plus éclairé du monde, et le privent de toute participation directe à la confection des lois; contre ceux qui, possesseurs de presque tout le sol, se sont dispensés, jusqu'en 89, de contribuer aux charges de l'Etat, et qui aujourd'hui se déclarent disposés à établir l'impôt sur les bases les plus équitables; contre ceux qui jusqu'à ce jour, jusqu'au 24 février, ont constamment refusé d'imposer le luxe, leurs meutes et leurs brillants équipages, et qui, par un forfait exécrable et digne de génies sortis de l'enfer, n'ont cessé de frapper un impôt sur un modeste salaire, de rançonner la faim. Et ces gens ont encore l'audace de nous faire des promesses! Ah! nous ne connaissons rien de plus propre à exciter de nouveau la colère du peuple et celle de Dieu.

Les habitants des campagnes ne semblent prévoir aucun danger sérieux; ils se disposent à aller voter, mais sans connaître en général aucun des candidats. Avant, pendant et après les opérations électorales, ils ignorent jusqu'au nom des représentants de leur choix; on les a même engagés, dans certaines localités, à ne pas s'enquérir de ces choses-là et à s'occuper de tout autre chose que des discussions politiques; et d'un autre côté des ordres partis de Rennes leur font un devoir d'aller voter. Quelle profonde immoralité, quelle détestable impiété que d'habituer ainsi des hommes à agir sans avoir conscience de leurs actes, à voter sans avoir même un vœu ou une opinion à exprimer; à juger sans avoir entendu les deux parties, et à prononcer une sentence dictée par autrui. Mais espérons qu'un grand nombre de nos prêtres des campagnes se souviendront qu'ils appartiennent au peuple, et qu'ils ont plus d'intérêt que tous les autres corps à la destruction complète de toutes les tyrannies. Ils donneront sans doute des avis salutaires, et la cause du peuple, qui est aussi celle de l'Evangile, ne sera pas indignement trahie. L'injure, cette fois, serait par trop sanglante. Une telle conduite serait trop audacieusement impie et trop obstinément imprudente.

Nous ne connaissons point de spectacle plus affligeant que celui du vote tel qu'il aura lieu dans certains cantons ruraux, celui d'une foule d'honnêtes gens allant triomphalement au devant de la servitude et courant livrer à leurs ennemis leurs droits et ceux de leurs prêtres, et exciter ainsi la redoutable colère de la partie la plus éclairée de la population et le sourire méprisant des aristocrates.

Malheur à notre Bretagne! malheur à toute la France et peut-être à l'Europe entière, si, dans beaucoup de localités, la vertu elle-même sert les desseins pervers de ceux qui ne peuvent ni se contenter de leur opulence, ni souffrir le spectacle d'un peuple libre et heureux.

LEFRANC, professeur.

Est-il vrai que la bourgeoisie ait été vaincue en 1848, comme le prétendent quelques esprits faux, ou quelques fauteurs de terrorisme? Non, ce qui a été vaincu, ce n'est pas la bourgeoisie, c'est une infime minorité de cette classe.

Les vaincus, ce sont ceux qui pressuraient

le travail et exploitaient l'enfant du peuple pour faire argent de ses privations et de ses sueurs.

Les vaincus, ce sont ceux qui trafiquaient du vote pour se faire payer en bien-être et en privilèges le prix d'une conscience prête à se vendre à tout pouvoir.

Les vaincus, ce sont ceux qui cumulaient les fonctions publiques achetées, non par le mérite, mais par les complaisances, et qui montaient en honneurs à mesure qu'ils descendaient dans l'opinion et s'abaissaient devant le pays.

Voilà les vaincus de février; ce n'est donc pas la bourgeoisie, ce n'en est qu'une très-faible portion convertie en classe supérieure, en batarde aristocratie.

Apparemment ils n'étaient pas au nombre des victorieux et des privilégiés du jour ceux qui réclamaient les droits de l'intelligence et du travail, et qui ne pouvaient les obtenir, ces commerçants, ces agriculteurs, ces médecins, ces écrivains, ces avocats, ces petits propriétaires, dont beaucoup étaient sortis du peuple, et qui se pressaient vainement à la porte de l'électorat que la main violente du pouvoir tenait obstinément fermée!

Et quels étaient les adversaires de ces bourgeois qui formaient l'immense, l'incalculable majorité de la classe moyenne? Un petit nombre de privilégiés qui opposaient l'argent à l'intelligence, l'argent au travail, l'argent au patriotisme et aux lumières, personnification incomplète, étroite et mensongère de la véritable bourgeoisie!

Celle-ci, exclue des affaires, frappée d'interdit, tenue en tutelle, ne s'appuyait que sur les sympathies du peuple, et ce n'est qu'avec le peuple qu'elle a reconquis ses droits.

Que vient-on donc parler de scission entre la bourgeoisie et le peuple! Est-ce qu'il y a incompatibilité, hostilité naturelle, guerre possible entre la presque unanimité de la bourgeoisie et les classes laborieuses? Est-ce qu'il peut y avoir guerre du travail contre le travail?

Avec la République, la bourgeoisie et le peuple arrivent ensemble au pouvoir. Fraternellement unis, et, quoi qu'en disent d'étroites théories, n'ayant qu'un seul intérêt identique et solidaire, ils marchent ensemble d'un pas égal et ferme vers la réalisation commune de la liberté et de la justice.

Cette union fait notre force; elle assure à jamais l'établissement de la République. Le vieil esprit rétrograde dont il ne reste que des vestiges de plus en plus rares et impuissants et l'incorrigible esprit d'anarchie pourraient seuls essayer de troubler un instant cette sainte et formidable union; mais, nous ne craignons pas de leur prédire, ils auraient beau confondre leurs rancunes et leurs colères et leurs menaces, leur rage inutile se briserait contre un tel accord.

(Commerce.)

FAITS DIVERS.

On nous écrit de Paris, le 16 : Ce matin, les ouvriers se sont réunis en grand nombre au Champ de Mars pour s'occuper de l'élection de deux capitaines de l'état-major général à prendre dans leurs rangs. A peine y étaient-ils que des groupes nombreux, mais non armés, sont venus les inviter à se réunir à eux pour se rendre près du gouvernement provisoire et renouveler une grande manifestation.

Après quelques refus, les ouvriers ont cédé et une foule immense a commencé à se diriger vers l'Hôtel-de-Ville. Un bataillon de la garde nationale mobile les suivait de près, dans une attitude ferme, et un bataillon de la garde fixe, commandé par son nouveau chef, M. Léon de la Bcrde, les a vus passer sans témoigner la moindre sympathie.

Cette nouvelle procession, attribuée aux amis de Blanqui, a jeté l'inquiétude sur son passage.

3 heures. — On bat le rappel dans toutes les légions de Paris, afin de former partout de forts piquets, capa-

bles de résister, dit-on, aux manifestations du club Blanqui, qui, dans la soirée d'hier, n'aurait pas fait moins que de condamner à mort les membres du Gouvernement provisoire, comme traitres à la patrie. Cet ordre de l'état-major de la garde nationale, produisait sur chacun une émotion profonde. On est de nouveau dans l'appréhension de quelque perturbation.

P.-S. Au moment de mettre sous presse, on nous communique la lettre suivante :

« La garde nationale de Paris vient de donner au pays les gages les plus heureux. Ce matin Blanqui a appelé ses adhérents, les communistes, à une manifestation contre le Gouvernement. Réunis au nombre de 5,000 au carré Marigny, ils ont voulu marcher sur l'Hôtel-de-Ville; mais ils ont trouvé sur leur passage la garde nationale mobile, qui les a menacés de faire feu, s'ils tentaient de passer outre. Le rappel a battu vers trois heures dans tous les quartiers de Paris pour former des piquets; mais, au lieu de piquets, il s'est présenté 18,000 hommes de la garde nationale, tous réunis au cri de *vive le Gouvernement provisoire!* »

Bientôt le défilé a commencé le long des quais. Si toute la garde nationale passe sous le balcon de l'Hôtel-de-Ville, ce ne sera pas fini à minuit. — Paris est calme et l'ordre est fort.

On cite à côté de Blanqui, qui a été arrêté, les noms de plusieurs complices. Il est prudent d'attendre avant d'admettre tout ce qu'on dit.

— Les ouvriers de Grenelle viennent de prendre une sage et patriotique initiative en s'adressant à leurs frères et concitoyens de Paris et de la banlieue, pour désigner un candidat à l'Assemblée nationale :

« De tous les actes au début de la carrière nouvelle, disent-ils dans leur circulaire, celui qui doit déduire les conséquences les plus rigoureuses du bien-être général, c'est le bon choix des représentants du peuple à l'Assemblée nationale.

« De toutes parts, Citoyens, nous voyons des hommes se mettre sur les rangs, qui n'ont aucune relation avec les ouvriers, qui en ignorent l'aptitude et les besoins. Si nous ne pouvons pas prétendre composer une Assemblée nationale uniquement d'hommes du peuple, au moins, Frères, faisons tous nos efforts pour choisir parmi les bourgeois ceux qui connaissent nos familles, qui les font vivre, et qui, bons et humains, sont désignés à notre attention par ce mot si rare de pères des ouvriers.

« Les ouvriers de Grenelle, vos frères, citoyens, se proposent d'inviter le citoyen FOUCHÉ-LEPELLETIER, fabricant de produits chimiques à Javel, près Paris, de vouloir se présenter aux suffrages pour être nommé représentant du peuple. C'est après mûr examen, qu'ayant reconnu en lui les qualités d'homme juste, fraternel avec tout le monde, honoré deux fois par les ouvriers et ses collègues de la vice-présidence du conseil des prud'hommes, qu'ils vous invitent à donner votre avis sur lui.

« Rendez-vous donc à nos réunions; parlez-en à vos amis et camarades, et que nous puissions être assez forts, assez nombreux pour faire un bon choix.

« Songez, frères-ouvriers, que dans l'accomplissement de nos devoirs et de nos droits se trouve tout notre avenir et celui de nos enfants.

« Salut et fraternité. VIVE LA RÉPUBLIQUE! »

Le rédacteur en chef, LEFAS fils.

ANNONCE.

EN 12 HEURES.

Les Listes de Candidats et Professions de Foi seront exécutées, jusqu'au jour des élections, en typo-lithographie et autographie, chez LANDAIS et OBERTHUR. [1]

Rennes, imprimerie de A. Marteville et Lefas.